

INTERVIEW - ERIC NG PING CHEUN: "Les indicateurs montrent qu'il n'y aura pas de reprise à court terme"

Manjula Ramdaursingh-Reesaul

Port-Louis, 8 mai, 2005



L'économiste Eric Ng Ping Cheun est plutôt sceptique quant à l'évolution de l'économie dans les mois à venir. Il estime que le taux de croissance tournera autour de 4,5 %. En matière de politique monétaire, il plaide pour une hausse du taux d'intérêt par la Banque de Maurice. Dans l'interview qui suit, le directeur du cabinet PluriConseil analyse divers aspects de l'économie locale, dont le projet de faire de Maurice une "Duty Free Island."

Q: Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, les indicateurs économiques sont alarmants notamment avec les déficits jumeaux qui se creusent, le taux de chômage élevé et l'inflation galopante. Quelles sont vos prévisions de croissance pour 2005 et 2006 ?

Au début de l'année, l'on avait prévu une croissance de 5,1% pour 2005.

J'estime que celle-ci sera inférieure à 5% en raison des pressions inflationnistes, de la flambée des cours pétroliers, de la baisse continue de la roupie face aux monnaies étrangères. La croissance réelle subira un contre-coup par rapport à ces hausses de prix.

Conformément au programme du Bureau central des statistiques (CSO), les nouvelles estimations de la croissance devaient être publiées depuis lundi dernier. Je ne sais d'où vient ce retard, mais je ne serais pas surpris que le CSO révise le taux de croissance à la baisse. La zone franche affiche un taux de croissance négatif pour la quatrième année consécutive.

Concernant le secteur sucrier, la situation devient de plus en plus erratique pour la canne à sucre dans la mesure où les conditions climatiques sont inappropriées (trop de pluie alors que la canne devrait bénéficier de plus d'ensoleillement). La récolte sera inférieure à l'estimation initiale.

Toutefois, le secteur touristique pourra réaliser une très bonne croissance supérieure à 6% alors que le secteur financier continuera à croître à un taux modéré, soit en-dessous de 5%. L'offshore connaît des difficultés lorsqu'il s'agit d'attirer les investisseurs dans ce secteur. Déjà pénalisé par les mesures

budgétaires, le secteur manufacturier non Export Processing Zone (EPZ) affichera une croissance à la baisse.

Tout compte fait, à mon avis, la croissance pourrait atteindre les 4,5%, au lieu des 5,1% prévus. Ce qui est inquiétant. C'est réaliser de moitié l'objectif que l'on s'était fixé, puisque le secteur privé prône une croissance de 8 % pour réussir à endiguer le problème du chômage.

Pour 2006, la croissance ne sera pas forcément meilleure qu'en 2005. Le secteur sucrier pourra connaître un fléchissement de la croissance face à la menace de baisse des prix sur le marché européen. Hormis le tourisme, qui maintiendra une croissance raisonnable, la zone franche ne verra pas de reprise réelle, d'autant plus que l'industrie locale court un vrai danger après la détaxation annoncée lors du budget.

Q: Quel autre secteur a le potentiel de contribuer à la croissance économique ?

Le secteur des technologies de l'information et de la communication (Tic) pourrait devenir un moteur de croissance, pour peu qu'on libéralise le secteur et que les prix soient compétitifs. Il est probable que le secteur financier se reprendra un peu et génèrera une croissance supérieure à 5% à l'avenir.

La roupie se déprécie constamment face aux autres devises, malgré la récente hausse du taux d'intérêt. La Banque de Maurice devrait-elle le relever de nouveau afin de stabiliser la roupie ?

Manifestement, la Banque de Maurice (BoM) doit augmenter le taux directeur (Lombard Rate), et cela pour plusieurs raisons. D'abord, l'inflation monte assez rapidement et l'on atteindra les 5,7% fin juin 2005. Je ne serais pas surpris que l'on atteigne les 6%, d'ici fin décembre.

Deuxièmement, la roupie se déprécie par rapport à l'euro et la livre sterling et l'on est en train de stabiliser 'artificiellement' la roupie vis-à-vis du dollar pour des raisons électorales. La BoM fait pression sur les banques pour qu'elles empêchent toute dépréciation de la roupie face au billet vert. C'est une stratégie insoutenable. Je suis certain qu'après les élections la roupie dégringolera par rapport au dollar. Il faut donc relever le taux d'intérêt pour permettre à la roupie de fluctuer avec plus de souplesse.

La troisième raison est le différentiel du taux d'intérêt qui grandit entre la roupie et le dollar. Le taux à l'épargne est de 4,5 %, or il est de 3% aux Etats-Unis. La différence entre le taux d'inflation local et celui des Etats-Unis est de 3 %. Or, la différence du taux d'intérêt entre la roupie et le dollar n'est que de 1,5 %. Ce qui fait que le différentiel du taux d'intérêt réel (en tenant compte du différentiel d'inflation), est défavorable à la roupie. Il faut en conséquence relever le taux d'intérêt nominal chez nous.

Quatrièmement, en raison de la baisse du taux d'intérêt, il y a eu une envolée des valeurs à la Bourse de Port-Louis. Il faudrait une correction du marché car certaines valeurs sont surévaluées, à commencer par celle de la State Bank of Mauritius dont le cours est supérieur à son Net Asset Value.

Q: Le budget a tendance à relancer l'économie du côté de la demande, soit une relance keynésienne, en jouant sur le levier de la consommation plutôt que sur celui de l'offre. Est-ce approprié dans une économie ouverte comme la nôtre? Je ne crois pas que l'on puisse relancer l'économie par la consommation, tout

simplement parce que nous avons une économie très ouverte et que 75% de ce que nous consommons sont importés. Lorsqu'on relance par la consommation, on favorise plus les économies étrangères, via l'importation, plutôt que l'industrie locale.

Q:Ce n'est donc pas une vraie relance économique...

Je dirais que ce n'est pas une relance saine. Toute mesure visant à augmenter les importations a pour résultat une inflation importée. Une petite économie doit faire très attention à ses réserves en devises. Pour l'instant la situation est confortable. Mais si demain nous devenons une économie orientée vers l'importation, nos réserves baisseront, ce qui pèsera lourdement sur la balance des paiements. Il vaut mieux relancer l'économie du côté de l'offre, c'est-à-dire de la production. C'est la production qui créera des emplois et stimulera ensuite la demande.

D'ailleurs, ce n'est pas une relance keynésienne que l'on met en œuvre, car celle-ci va de pair avec le protectionnisme. Le but est de stimuler la consommation pour favoriser l'industrie locale. Strictement parlant, dans une économie ouverte comme la nôtre, on ne peut appliquer de relance keynésienne car il y a des fuites.

L'effet de la relance bénéficie ainsi aux économies étrangères via les importations. De plus, il est difficile de relancer une économie quand la taxe sur la consommation est très élevée (15%). Avec un taux d'inflation élevé et une dépréciation constante de la roupie, c'est contre-productif. Une telle relance est rentable et faisable si l'on dispose d'un grand marché domestique comme celui des Etats-Unis.

Q:Quelles mesures devraient être prises pour relancer l'économie du côté de l'offre ?

D'abord, il faut détaxer les matières premières, faciliter l'accès au financement pour investir dans les outils de production et encourager la formation. L'Etat doit jouer son rôle de facilitateur auprès des entrepreneurs de sorte que les procédures d'octroi des permis soient allégées. Il doit surtout s'assurer que les coûts de production, de communication et d'électricité soient les plus faibles possible.

Q:La manière dont a été présenté le projet visant à transformer Maurice en un Shopping Paradise semble démontrer qu'il n'y a pas eu de planification préalable. Votre opinion.

L'abolition des droits de douane s'insère dans un processus normal vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce. En ce qui concerne la Southern African Development Community, il y a eu une accélération, plus tôt que prévu, de l'abolition des droits de douane sur des produits sensibles.

Structurellement, Maurice n'est pas prête dans la mesure où nous n'avons ni une politique de la roupie ni une politique fiscale bien définie. Il faut en outre des gens formés pour travailler dans les services. Il y a tout un investissement structurel à faire pour que le consommateur local ou étranger ait envie de dépenser ses roupies ou ses devises chez nous.

Q:Aurons nous une Duty Free Island ou une Customs Duty Free Island ? S'il n'y a plus de 'customs duty' sur les produits, cela ne signifie pas forcément que

Maurice deviendra une Duty Free Island.

Le concept de Duty Free Island implique que l'île se transforme en un centre de shopping international, avec des millions de touristes qui débarquent chaque année. Le shopping deviendra un pilier économique à part entière et sera l'attraction principale du pays comme à Dubaï et Singapour. Il ne suffit donc pas d'abolir les droits de douane pour devenir une 'Duty Free Island'.

J'avoue mon scepticisme quant à un changement de stratégie visant à passer du 'Sea, Sun and Sand' à la 'Duty Free Island'. Depuis 15 ans, on a vendu Maurice comme destination balnéaire. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on réussira à la vendre comme Duty Free Island, sans compter qu'un maigre budget est alloué à la promotion touristique et que nous avons un problème d'accès aérien.

Pour réussir à transformer le pays en une 'Duty Free Island', il faut une politique intégrée bien définie, en termes de taux de change, de promotion touristique, de fiscalité et d'accès aérien.

Avec le démantèlement des tarifs, l'industrie locale et les petites et moyennes entreprises ont besoin d'être protégées pour survivre. Les producteurs locaux ont critiqué un certain manque de dialogue sur le projet de Duty Free Island. On ne leur offre aucune aide ni mesure d'accompagnement. L'avenir est-il vraiment sombre ?

Ce que je reproche au gouvernement, c'est son approche dans la mise en œuvre du concept de 'duty free island'. Il n'y a pas eu de consultation en amont avec le secteur privé. On ne peut créer de 'Duty Free Island' tout en mettant en péril l'industrie locale. Une planification, une réflexion et un suivi appropriés autour de la création de cette Duty Free Island sont nécessaires. Je ne dis pas qu'il faut être protectionniste, mais une baisse graduelle et soutenue des tarifs permettrait à l'industrie locale d'être plus compétitive.

Le consommateur est déjà endetté et n'accroîtra pas sa consommation. Il substituera les produits locaux qu'il consommait auparavant par des produits importés et moins chers. Cela aura un double impact négatif : à savoir la destruction de la production locale, la fermeture des petites et moyennes entreprises qui emploient plus de 55 000 personnes et une hémorragie de devises pour financer les importations. On se retrouvera dans un cercle vicieux où l'économie locale s'appauvrira davantage.

Q: Quel est le lien entre des déficits jumeaux (budgétaire et du compte courant) et la Duty Free Island ?

Deux tiers des dépenses de l'Etat vont à la consommation sous forme de salaires, de subventions et de transferts. La plupart des consommations est importée, d'où un lien entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant. Or, la décision de faire de Maurice une zone hors taxes creusera davantage les déficits.

Si on veut créer une Duty Free Island, on encouragera forcément les importations. Ce qui gonflera le déficit du compte courant et le niveau d'endettement vis-à-vis de l'étranger et compromettra le niveau des réserves en devises.

Un déficit du compte courant est tout à fait tolérable s'il est causé par des dépenses d'investissement, susceptibles de générer des rendements à long

terme. Cela permettra à l'économie de rembourser sa dette extérieure. Toutefois si les déficits du compte courant continuent à financer des dépenses de consommation, on risque une détérioration de la position financière extérieure de Maurice. La chute de la roupie atteindra des abîmes sans précédent, accentuant l'inflation qui, à son tour, affectera notre production locale et accroîtra davantage le taux de chômage. Ajouter à cela le fait que notre pays accuse une dette publique de plus de USD \$ 3,5 milliards et qu'il n'a en réserve que USD \$1,5 milliard pour mener à bien son projet.